

La pratique de la géographie humaine : théorie et spécificité empirique dans le passage du fordisme à l'accumulation flexible.

David Harvey and Allen Scott

Volume 32, Number 87, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021981ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021981ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Harvey, D. & Scott, A. (1988). La pratique de la géographie humaine : théorie et spécificité empirique dans le passage du fordisme à l'accumulation flexible. *Cahiers de géographie du Québec*, 32(87), 291–301.
<https://doi.org/10.7202/021981ar>

Article abstract

Geographers must examine the new structures of accumulation and analyse their spatial articulations. They will then be able to contribute to the elaboration of a holistic theory of the current evolution of capitalism.

LA PRATIQUE DE LA GÉOGRAPHIE HUMAINE : THÉORIE ET SPÉCIFICITÉ EMPIRIQUE DANS LE PASSAGE DU FORDISME À L'ACCUMULATION FLEXIBLE

par

David HARVEY

*Département de géographie, Université Oxford,
Oxford, Royaume-Uni, OX1 3TB*

et

Allen SCOTT

Département de géographie, UCLA, Los Angeles, 90024, USA

RÉSUMÉ

Les géographes doivent étudier les nouvelles structures d'accumulation et en analyser les articulations spatiales. Ils seront alors en mesure de contribuer à l'élaboration d'une théorie holistique de l'évolution actuelle du capitalisme.

MOTS-CLÉS : *Théorie géographique, fordisme, accumulation flexible.*

ABSTRACT

The Practice of Human Geography : Theory and Empirical Specificity in the Transition from Fordism to Flexible Accumulation

Geographers must examine the new structures of accumulation and analyse their spatial articulations. They will then be able to contribute to the elaboration of a holistic theory of the current evolution of capitalism.

KEY WORDS : *Geographical theory, fordism, flexible accumulation.*

*

*

*

L'essai qui suit s'articule autour de l'idée centrale selon laquelle, dans la société contemporaine, la production de marchandises pour le profit demeure le principe fondamental d'organisation de la vie économique, en dépit des divers changements,

souvent difficiles à comprendre, survenus au cours de ces dernières années. La production de la connaissance géographique ne doit par conséquent jamais perdre de vue les forces en jeu dans le capitalisme. Dans le même temps, nous devons nous attarder à la dynamique complexe des nouvelles structures d'accumulation ainsi qu'au détail de leurs manifestations spatiales.

DU FORDISME À L'ACCUMULATION FLEXIBLE

Ce que beaucoup appellent maintenant le régime fordiste et néo-fordiste d'accumulation capitaliste s'est mis en place progressivement durant la première moitié de ce siècle avec l'impact d'initiatives publiques et privées sur l'organisation de la production des marchandises et de la vie sociale, dans un contexte de dynamique de la lutte des classes et de crises périodiques du capitalisme. D'un côté, les éléments centraux du système de production se transformaient conformément aux exigences de la production de masse, ce processus donnant naissance aux secteurs moteurs de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre (en même temps qu'il créait les grandes régions industrielles). De l'autre côté, des politiques keynésiennes se mettaient progressivement en place afin de coordonner et réguler ce régime d'accumulation — le tout reposant sur un contrat social tripartite entre les grandes compagnies, les organisations de travailleurs et l'État. Entre patronat et syndicats, l'État jouait un rôle de médiateur aboutissant à des compromis historiques aux termes desquels, en échange d'une participation garantie aux gains de productivité (consommation sociale comprise), les syndicats consentaient à une paix sociale fragile mais relativement durable.

Le régime fordiste d'accumulation devait atteindre son apogée au cours du boom prolongé de l'après-guerre, pour connaître ensuite des difficultés croissantes vers la fin des années 60. La concurrence du Japon et des pays récemment industrialisés se faisait alors sentir avec une acuité croissante tandis que la stagflation naissante devenait un problème important et que, avec la diminution de la productivité, la politique keynésienne de l'État-providence pesait de plus en plus lourdement sur les finances publiques. La guerre du Vietnam et les chocs pétroliers des années 70 allaient aggraver encore les problèmes des sociétés capitalistes avancées en général, et ceux des États-Unis en particulier. Ces crises compromettaient gravement l'ancien contrat social tripartite. Les années 70 et le début des années 80 ont donc été une période agitée de restructuration économique et sociale, marquée par une réorganisation spectaculaire de la production de masse de type fordiste, ainsi que des accords politiques qui la sous-tendaient. Dans l'espace social créé par ces processus de flux et de reflux s'est peu à peu produite toute une série d'expérimentations nouvelles dans les domaines de la production et de la vie politique. Ces expérimentations constituent les premiers balbutiements de ce qu'il est convenu, de plus en plus, d'appeler un régime d'accumulation flexible, et qui semble devoir jouer un rôle de premier plan dans toutes les sociétés capitalistes avancées. Contrairement à la rigidité de la production de masse et du système keynésien, le nouveau régime se distingue par une remarquable fluidité des rapports de production, des marchés du travail, de l'organisation financière et de la consommation. Et il a en même donné lieu à ce que l'on pourrait appeler des contractions espace-temps dans le monde capitaliste — tandis que les horizons temporels des prises de décisions, publiques ou privées, se sont fortement restreints, les systèmes électroniques de communication offrent de plus en plus de possibilités d'étendre immédiatement les effets de ces décisions à des espaces de plus en plus vastes et diversifiés, entraînant ainsi des changements essentiels dans les schémas de

développement géographique. Ces tendances sont accentuées par l'apparition de secteurs de production entièrement nouveaux, de nouvelles méthodes dans les services financiers et d'affaires, de nouveaux marchés, et surtout de rythmes très accélérés d'innovations commerciale et technique. Les organisations de travailleurs, déjà affaiblies par la restructuration et les taux de chômage élevés des années 70, ont été affectées en outre par la formation de foyers d'accumulation (flexible) dans des zones jusque-là sans tradition industrielle, ainsi que par l'introduction dans les centres plus anciens des normes et pratiques d'emploi rétrogrades qui se sont instaurées dans ces zones nouvelles. Dans le nouveau climat d'esprit d'entreprise, de privatisation et de concurrence, les avantages sociaux ont également subi des réductions spectaculaires, et l'austérité dans le secteur public est désormais le mot d'ordre de toutes les sociétés capitalistes avancées, même celles encore dirigées par des socialistes.

Tout cela est le corollaire, et partiellement la conséquence, de la montée d'un néo-conservatisme agressif en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Les succès politiques et électoraux de ce néo-conservatisme ont souvent eu tendance à déstabiliser partis et organisations de gauche, affectant ainsi gravement leurs capacités mêmes à analyser les situations et à proposer des programmes de rechange qui soient cohérents. Dans un monde où l'accumulation flexible suscite déjà de sérieux doutes sur ce que l'on peut attendre du capitalisme, la montée du néo-conservatisme a contribué pour sa part à faire voir le monde de plus en plus comme un ensemble de fragments éphémères, contingents et localisés, tels des éclats de verre dispersés. Cette fragmentation, toutefois, est due à une centralisation croissante du pouvoir à l'intérieur d'un système financier mondial déréglementé, où de nouvelles constellations financières voient le jour à la suite de fusions, de rachats et d'associations. Le problème, ici, est que les mécanismes d'auto-reproduction du capitalisme aient été marqués par tous ces événements — mécanismes perpétués par la production et l'échange des marchandises, et la permanence des rapports de classes. Ce phénomène d'ébullition superficielle de la société capitaliste contemporaine, avec ce qu'il comporte de mouvant et de transitoire, dissimule ou réduit à quelque chose de « naturel » des éléments qui, pour être sous-jacents, n'en sont pas moins permanents.

LA CRISE DE LA THÉORIE DE LA FIN DES ANNÉES 70 ET SES CONSÉQUENCES

Dans les années 60 et 70, la théorie sociale « marxienne », qui prenait alors de l'importance, a produit des études de plus en plus vastes et élaborées sur la logique de l'industrialisation fordiste et les politiques keynésiennes qui contribuaient à la soutenir. Études qui se divisent en gros en trois catégories. En premier lieu, un certain nombre de théories sur l'État visent en particulier à démontrer que la nature des rapports de classes dans le capitalisme keynésien, entraîne inévitablement des difficultés de financement public (au niveau local comme au niveau national), et donc des crises dans la gestion, des problèmes de crédibilité et de contrôle politique des mouvements ouvriers et autres. En second lieu, la dynamique globale du système de production est examinée de près afin de comprendre les lois de la circulation du capital, les mutations technologiques, les transformations des méthodes de travail, la formation des taux de profit, etc., dans un contexte d'impérialisme monopoliste. En troisième lieu, l'aspect le plus important d'un point de vue géographique a été la prolifération d'études critiques montrant que la société régie par l'État-providence s'organise autour du logement, de la santé, de l'éducation et d'autres services. Mais parallèlement la rente foncière, la

planification et les rapports de classes au niveau local contribuent pour leur part à maintenir les inégalités interrégionales et interurbaines, en fonctionnant comme des mécanismes de contrôle social.

Toutes ces recherches ont provoqué d'innombrables débats contradictoires, et si leurs conclusions ne vont pas toutes dans le même sens, loin s'en faut, deux éléments importants y paraissent assez systématiquement présents. D'une part la plupart des recherches, surtout dans les premiers temps, fondaient leurs théories philosophiques sur des notions structuralistes de l'ordre social. D'autre part, beaucoup des recherches faites (et surtout celles reposant sur une perception hégélienne de l'histoire) semblaient, intentionnellement ou non, dévier vers une vision téléologique du capitalisme en présumant que son évolution contenait en elle-même un glissement vers le socialisme. Le passage du capitalisme de concurrence au capitalisme monopoliste d'État n'aurait pu, par l'intermédiaire des crises fiscales et politiques, mener que vers le socialisme. L'intervention de l'État, présumait-on souvent, s'accroissait, tandis que s'alourdissait la gestion d'une société de plus en plus complexe et que s'amplifiaient les revendications de divers mouvements sociaux. L'État se trouvait donc forcé à réagir pour préserver sa légitimité sociale et politique.

Nous ne prétendons pas que ces travaux n'ont pas ouvert beaucoup de perspectives utiles, même à long terme. Mais à partir du milieu des années 70, il s'est creusé un fossé de plus en plus profond entre les théories en vigueur et la réalité de la plupart des sociétés capitalistes avancées. La théorie « marxienne » allait ainsi progressivement se voir discréditée à la fois en tant que synthèse scientifique et que programme d'action politique. Ainsi, à l'époque de la montée du thatchérisme et du reaganisme par exemple, il était déjà évident que l'État se désengageait totalement de beaucoup de ses domaines d'intervention traditionnels. De façon surprenante toutefois, on n'a pas vu ressurgir pour autant les difficultés qui avaient suscité l'intervention de l'État, mais il s'est produit un consensus général à l'endroit du néo-conservatisme.

L'immense processus de restructuration de l'économie capitaliste qui se poursuivait depuis dix ou quinze ans approchait alors un seuil essentiel. À la fin des années 70 déjà, l'accumulation flexible supplantait le régime fordiste d'accumulation qui avait été jusque-là la façon capitaliste de faire des affaires. La renaissance de la compétition et de l'esprit d'entreprise à tous les niveaux de l'économie tendait à invalider les théories du capitalisme monopoliste ou monopoliste d'État, et en tout cas rendait extrêmement discutable toute interprétation téléologique des précédentes mutations. La montée des secteurs de haute technologie, d'artisanat et de services, l'éclatement des organisations ouvrières (les syndicats en particulier), la division des marchés du travail, et l'apparition de nouveaux espaces industriels prospères dans des régions autrefois ignorées par le capital industriel, tous ces éléments ont contribué à remettre en question l'influence présumée du pouvoir ouvrier sur l'évolution capitaliste. À vrai dire, il y a peu de domaines d'analyse « marxienne » qui n'aient pas été remis en cause par la crise du fordisme, la montée de l'accumulation flexible et ses corollaires, les politiques néo-conservatrices.

Les faits eux-mêmes ont causé de sérieux clivages parmi les tenants de la théorie « marxienne ». Alors que les interprétations structuralistes commençaient à décliner, E.P. Thompson par exemple lançait une virulente offensive contre ses fondements conceptuels. Les critiques de Thompson portaient tout particulièrement sur sa vision rigide des rapports sociaux, et aussi sur le fait que la théorie « marxienne » tente de tout englober dans une structure d'explication fermée, tout en minimisant le rôle de la conscience dans l'histoire. Beaucoup de ses critiques étaient justifiées, et ses attaques

ont sans doute fait retrouver aux spécialistes « marxien » des sciences sociales une attitude plus respectueuse à l'égard de l'histoire. Thompson qualifiait le structuralisme, tout particulièrement dans sa version althussérienne, d'aberration pathologique du même genre que le stalinisme, et de nature à y conduire inévitablement. Dans le même temps, pour ceux qui s'étaient limités un peu trop exclusivement au rôle du pouvoir ouvrier dans la téléologie présumée de l'histoire capitaliste, se posait un sérieux problème : en effet la classe ouvrière dans son ensemble (en dépit de quelques conflits comme celui des contrôleurs aériens aux États-Unis ou celui des miniers en Grande-Bretagne) semblait non seulement frappée d'impuissance, mais même prête à accepter une certaine complicité dans la poussée néo-conservatrice.

Étant donné d'une part le hiatus entre la théorie et les réalités nouvelles et, d'autre part, les ravages causés par les polémiques entre les principaux tenants du marxisme quant à l'attitude nouvelle à adopter, il n'est pas étonnant que les recherches théoriques aient presque totalement disparu, parallèlement à une fragmentation croissante du champ de recherches. Une situation dont bénéficiaient du même coup un certain nombre de tendances contraires dans le domaine des sciences sociales, mouvements dont le développement a favorisé la disparition des tentatives de synthèse théorique : il s'agit du « déconstructionnisme », du post-modernisme, du post-structuralisme, du pragmatisme et d'une espèce de « nouveau naturalisme » appuyé par la philosophie réaliste.

En géographie humaine, nous avons en conséquence vu réaffirmer la primauté de la recherche empirique, privilégiant la spécificité du fait local, par opposition à une recherche visant à rendre compte du capitalisme dans sa totalité. Il ne s'agit pas, ici encore, de nier le fait que des voies de recherche fécondes aient été ainsi ouvertes : car, afin de résoudre les énigmes posées par la conjoncture (transitoire) actuelle, il pourrait bien être nécessaire de retourner aux détails empiriques des situations historiques et géographiques. Mais comme toute une partie de cette recherche a définitivement renoncé à définir la nature théorique du capitalisme dans son ensemble, il en est résulté une sclérose croissante à la fois sur les plans scientifique et politique.

En ce qui concerne la conceptualisation, un certain nombre de problèmes se posent également depuis quelque temps. Au début des années 80, la recherche de gauche en géographie humaine se réduisait à un certain nombre de pâles versions dépolitisées et creuses de la théorie de la structure et de la causalité. Creuses parce que, à beaucoup d'égards, les notions mêmes de structure et de causalité n'avaient plus aucun contenu précis en matière d'économie politique ou en ce qui concerne les lois de la circulation du capital. L'idée même de l'intervention humaine devenait finalement incompatible avec celle de telles lois de circulation et l'on tendait à relier les phénomènes sociaux macroscopiques non planifiés à l'action de « conséquences imprévues ». Ce qui est exact dans un sens puisque ces phénomènes (telle l'accumulation flexible elle-même) sont le résultat global d'une infinité de choix, de décisions et de conduites individuels. Parler de « conséquences imprévues » revient toutefois à présenter les changements sociaux comme des effets secondaires dilués de la masse informe de l'intervention humaine. Cette masse, toute réelle qu'elle soit, est néanmoins encadrée et modelée par l'implacable logique du capitalisme et explicable rationnellement en tant que telle. Voilà sans doute la seule interprétation raisonnable à donner d'une théorie de la structuration fondée sur des faits historiques. Dans le meilleur des cas (les interprétations réalistes les plus élaborées par exemple), les tendances critiquées ici ont donné lieu à des recherches montrant une compréhension fine du palimpseste des faits locaux et de puissantes intuitions quant à l'interaction entre les fragments et les

contingences de l'évolution capitaliste. Dans le pire des cas, cette théorie se dilue en plates descriptions des caractéristiques régionales, agrémentées ici et là de quelques touches de marxisme. Mais la nature de la relation n'apparaît jamais clairement entre tout cela et le capitalisme vu comme un tout (à supposer du moins que le capitalisme vu comme un tout puisse être tenu par un concept viable).

Il manque quelque chose d'essentiel à beaucoup des travaux marxistes récents en géographie humaine, et le refus de mener des recherches théoriques solidement fondées sur l'économie politique constitue un recul compréhensible, certes, mais voué à l'échec. Nous rejetons en particulier l'idée que le capitalisme traverse actuellement une phase de déstabilisation menaçant à terme de détruire la cohésion et l'unité du système. Nous contestons aussi l'idée selon laquelle l'histoire et la géographie sont des productions humaines dans des endroits uniques où l'avenir est ouvert, pour finir par l'idée que tout est acceptable, surtout à une micro-échelle. Le fait local est, à notre avis, bien moins essentiel que certains ne le disent. Et surtout, il est grand temps de dresser un bilan des analyses qui prévalent actuellement et où dominent les enquêtes empiriques (marquées par des notions de contingence, d'ouverture et d'idéalisme).

De telles remarques pouvant donner lieu à des malentendus, il nous faut ajouter deux choses : 1) à partir de théorisations générales on ne peut déduire la réalité des changements historiques et géographiques dans le détail ; 2) il ne saurait être question de nier l'importance de la liberté d'action, de l'imagination et de la volonté dans la construction des réalités nouvelles.

De ces deux points en découle cependant un troisième qui veut qu'afin d'appréhender la complexité des processus historiques et géographiques du capitalisme, il nous faut avoir un bagage théorique pour expliquer le fonctionnement du capitalisme, et l'utiliser. C'est seulement ainsi que nous pourrons, au-delà du caractère fragmentaire, contingent et éphémère du monde moderne (post-moderne?), nous attacher à ce qu'il a de systématique dans son fondement même.

L'IMPÉRATIF THÉORIQUE

Nous vivons toujours dans un monde dominé par le capitalisme. Il est par conséquent impératif, scientifiquement et politiquement, de construire une théorie assez solide pour ne jamais perdre de vue l'action omniprésente de ce monde de production, surtout quand sa dynamique sous-jacente est dissimulée par des contingences et des changements éphémères qui créent des turbulences. Le terme « théorie » est utilisé ici dans son sens marxiste habituel pour désigner la création des préconditions intellectuelles nécessaires à la connaissance des structures de la domination capitaliste. Connaissance associée à la construction de représentations cohérentes et d'outils d'analyse destinés à promouvoir la lutte pour l'émancipation de l'homme. La connaissance du monde et sa représentation sont indispensables à cette entreprise d'émancipation.

Toutes les représentations du monde, y compris les plus empiristes, comportent des présupposés et des codages théoriques implicites. Il est donc particulièrement important de continuer à expliciter les présupposés de la recherche géographique à une époque où la flexibilité croissante des pratiques contemporaines d'accumulation en masque les réalités sous-jacentes. Une époque aussi où l'on n'a pas de cadre conceptuel communément reconnu comme valable, où la métathéorie ne constitue pratiquement plus qu'une vague toile de fond, tandis que l'avant-scène est encombrée par une foule de discours concurrents et fragmentaires sur le fait local.

Ce que nous réclamons est un important effort de théorisation qui transcende la pléthore anarchique de ces dernières années, où l'on tentait de saisir les aspects superficiels de l'accumulation flexible. Pléthore d'approches et de conclusions qu'il faut soit synthétiser pour les intégrer à une théorie globale de la dynamique spatiale du capitalisme, soit rejeter si elles risquent de rendre encore plus obscures, plutôt que de les clarifier, les significations sous-jacentes du système. Cette tâche suppose une parfaite conscience du fait que les régimes d'accumulation changent avec le temps, et que leurs champs d'accumulation se déplacent dans l'espace. Il faut néanmoins insister sur certains aspects permanents du capitalisme si l'on tente d'en former une théorie holistique : les aspects permanents que sont les concepts fondamentaux des rapports de classes, l'accumulation du capital, l'échange des marchandises, la monnaie, le capital financier, la formation de l'État, et les diverses formes d'oppression chronique du capitalisme. Toute analyse doit donc impérativement intégrer au préalable la théorie de la « globalité » du capitalisme.

Il nous faut toutefois expliciter ce que nous entendons par « globalité », ainsi que la manière dont on pourrait former une théorie holistique. C'est là une question essentielle, car ce genre de tentatives a été beaucoup critiqué récemment. Reconnaissons, tout d'abord, le bien-fondé de certaines critiques. Nous rejetons par exemple l'idée, due essentiellement à Lukacs, selon laquelle la compréhension de la « globalité » sociale devrait bénéficier d'une sorte de priorité ontologique sur la compréhension des relations internes, des sous-systèmes, des individus, etc. Les arguments de cette espèce ont des effets particulièrement néfastes sur certains chercheurs qui érigent en dogmes les théories du moment sur la « globalité ». Ils escamotent en outre diverses logiques et relations qui devraient normalement être identifiées par la méso ou la micro-analyse. Nous n'acceptons pas davantage le type de discours « globalisant » que l'on trouvait souvent au sein de l'avant-garde gauchiste de l'entre-deux-guerres (et que l'on a vu renaître dans certains milieux marxistes dans les années 60). Discours qui présume l'existence soit d'une quelconque nécessité dialectique (téléologie) du passage au socialisme, soit d'un pouvoir total sur l'avenir de la raison et de la technologie moderne. Ces discours sont à l'opposé de notre propre conception du rôle des individus et autres intervenants dans les processus de mutation historico-géographique.

Pour nous, la production d'une théorie holistique vise la compréhension des comportements globalisants du capitalisme. C'est-à-dire la manière dont les rapports sociaux capitalistes régissent, outre les secteurs bien connus comme la logique de la production des marchandises ou le fonctionnement des marchés du travail, des domaines comme la production de l'information, sa commercialisation par l'intermédiaire des médias, l'organisation des loisirs, la production de connaissances nouvelles, la division du travail au sein des ménages, etc. Si, en même temps, on lit la presse financière, on constate immédiatement à quel point l'influence du capitalisme est étendue, et combien il est impliqué dans la vie politique et sociale de peuples dispersés sur toute la surface du globe. C'est cette activité « globalisante » que la théorie holistique cherche à saisir. Et de toute évidence d'importantes analyses théoriques et empiriques seront nécessaires pour y parvenir — comment donc y arriver malgré l'obstacle de toutes ces fragmentations et spécificités empiriques ?

L'analyse détaillée des particularités de la géographie historique aide à comprendre une « globalité » qui est toujours différenciée et faite de strates multiples, qui est toujours le produit de l'action humaine, quel que soit le degré de sujétion des individus à leurs propres constructions matérielles et idéologiques dans des rapports de production capitalistes. C'est à travers ces particularités que l'on peut parvenir à comprendre les caractéristiques réellement universelles du capitalisme. C'est par référence à ces

caractéristiques universelles que nous envisageons la « globalité », plutôt que comme une « chose » qui pourrait se comprendre dans l'abstrait. Il nous faut identifier ces traits universels sous les aspects passagers, éphémères, contingents et fragmentaires de la vie quotidienne dans des conditions d'accumulation flexible.

Une matière première abondante nous est fournie par des enquêtes récentes. Mais il semble que peu d'efforts aient été faits, jusqu'à présent pour réincorporer ces perspectives dans une théorie générale d'économie politique capitaliste. Perspectives qui se présentent soit sous une forme purement empirique, soit comme les éléments incomplètement formulés d'une théorie réaliste. Comment donc synthétiser tout cela ?

Toute abstraction doit partir d'une observation de la vie courante. Il faut donc, avant de formuler des abstractions, procéder à une collecte d'informations historico-géographiques détaillées qui tienne compte de l'intégralité et de la diversité de l'expérience humaine. La méthode matérialiste, toutefois, implique une recherche des « abstractions concrètes » qui font du mode de production capitaliste (comme d'ailleurs de tout mode de production) un tout fonctionnel. La construction théorique signifie la représentation conceptuelle de ces « abstractions concrètes » rassemblées en une analyse cohérente par une reconstruction méthodique de leurs rapports internes, qui assurent la reproduction du capitalisme en tant que système social viable. L'argent est un excellent exemple d'« abstraction concrète ». Nous l'utilisons quotidiennement, nous passons une grande partie de notre vie soit à le gagner, soit à le dépenser, et par bien des aspects nous nous trouvons liés, voire dominés par lui. À l'analyse on voit qu'une certaine forme d'argent fait partie intégrante de l'échange des marchandises, et que l'argent devient le critère de valeur du travail en régime capitaliste, au point que soit généralisée la production en vue de l'échange. L'analyse fait encore apparaître d'autres « abstractions concrètes » telles que la « marchandise », la « division du travail », le « profit », la « force de travail » ou le « capital », ainsi que les rapports entre elles. Toutes sortes de possibilités s'ouvrent ainsi à la spéculation théorique. Du fait que l'argent devient une source essentielle de pouvoir dans la société, le concept de monétarisation peut ainsi prendre forme (et beaucoup d'exemples sont là pour le prouver à l'évidence), montrant par là l'emprise « globalisante » de l'argent dans sa forme sociale, et par extension l'emprise de la circulation du capital sur tous les domaines d'expérience, y compris les plus intimes. Voilà le genre de spéculation que l'on peut formuler à partir de l'examen d'une « abstraction concrète » comme l'argent.

Construire une théorie constitue une triple tâche. En premier lieu, nous nous efforçons de montrer la nécessité des liens entre les différentes « abstractions concrètes » identifiées par l'enquête dans la perspective du matérialisme historique. L'analyse des rapports permet par exemple de montrer que l'« abstraction concrète » que constitue la « marchandise », avec son double aspect de valeur d'usage et de valeur d'échange, produit nécessairement une forme d'argent qui elle-même se divise entre ses deux pôles. L'argent est d'une part un critère de la valeur du travail, d'autre part un simple moyen de faciliter la circulation. Il devient alors possible de démontrer que les tensions latentes dans l'échange monétaire préfigurent la circulation du capital ainsi que l'achat et la vente de la force de travail. « Construction théorique » ici signifie représentation des rapports internes qui donnent au mode capitaliste de production sa cohérence contradictoire. Les arguments de ce genre, en produisant perspectives et résultats nouveaux, concourent à une compréhension d'un type nouveau.

En second lieu, nous pouvons donc rechercher des concepts sous-jacents qui synthétisent et expliquent les liens entre ces « abstractions concrètes » mais qui ne sont pas identifiables immédiatement par la seule collecte des matériaux de recherche

historiques et géographiques. La main invisible du marché, les lois contraignantes de la concurrence, les rapports de classes, l'égalisation du taux de profit, la nécessité de l'accumulation pour l'accumulation, l'annihilation de l'espace par le temps, etc. ; voilà autant de notions que l'on peut considérer comme essentielles à la dynamique du mode de production capitaliste. Ce que nous recherchons ici, ce sont des principes générateurs qui servent à expliquer les liens entre les abstractions concrètes tout comme ils expliquent la dynamique de n'importe quel mode de production capitaliste.

La troisième tâche consiste à faire fonctionner tout cet appareil, devenu un énoncé, synthétique mais encore incomplet, des lois de la circulation du capital, cela afin d'interpréter la géographie historique du capitalisme. À ce stade de la recherche, il faut donner une interprétation théorique de la dynamique concrète — ce qui peut se faire soit rétroactivement (pour expliquer les faits passés), soit par la pratique politique (où le rôle de la théorie est de fournir l'information nécessaire pour soutenir la lutte pour l'émancipation des opprimés). Dans un cas comme dans l'autre, du fossé entre les représentations théoriques et les faits historiques et géographiques décrits comme des « abstractions concrètes », il peut surgir de nouvelles « abstractions concrètes ». Voilà une troisième possibilité de création de nouvelles connaissances. La réintroduction de ces éléments dans la théorie permet au projet de construction théorique holistique de progresser jusqu'à pouvoir peut-être refléter toute la dynamique « globalisante » du capitalisme.

La construction d'une telle théorie constitue bien sûr une entreprise collective, et l'on peut discuter sur les liens entre les diverses « abstractions concrètes » ainsi que sur l'interprétation des conditions sous-jacentes et leur projection sous forme de lois de la circulation du capital. On risque toujours ici de tomber dans des discussions théoriques absconses sur des questions théoriques (si l'on s'enferme dans une sorte de théorie pour la théorie ou dans une quelconque « pratique théorique pure »). Mais on peut éviter ce danger si l'on s'en tient scrupuleusement aux principes méthodologiques suivants : 1) l'unité de la théorisation ; et 2) la révision permanente de la théorie par des enquêtes s'inspirant du matérialisme historique. Ce qui signifie que notre tâche présente consiste à rassembler autant d'informations historico-géographiques que possible afin d'en extraire de nouvelles « abstractions concrètes » et, parallèlement, à accroître l'ensemble de l'argumentation théorique que nous possédons déjà sur les lois fondamentales du capitalisme. Seules ces manières de procéder nous permettront de bâtir une théorie générale de l'économie spatiale du capitalisme dans un contexte où l'accumulation flexible devient la forme dominante de l'organisation économique.

POUR UNE COMPRÉHENSION DE L'ÉCONOMIE SPATIALE DE L'ACCUMULATION FLEXIBLE

À notre avis, les rythmes de l'accumulation capitaliste traversent actuellement une phase de mutation accélérée. La direction générale de cette mutation s'explique sans doute par le fait que les formes d'accumulation dans les sociétés capitalistes avancées sont moins dépendantes qu'autrefois de la production de masse fordiste. Elles sont à présent modifiées dans des proportions significatives par le recours à des formes flexibles de production, l'apparition de nouveaux ensembles industriels et la fixation des habitudes de consommation. Un résultat parmi d'autres en est la série de profonds changements survenus dans la géographie des sociétés capitalistes avancées. Dans les processus urbains par exemple, il se produit un déplacement massif des emplois vers les secteurs de services, une division constante des marchés locaux du travail, une

glorification de l'entrepreneur (et de la privatisation) dans les affaires et la gestion urbaine, et l'apparition de nouveaux modes de vie qui se traduisent dans la création de nouveaux types de structures résidentielles (telles celles résultant d'un processus d'embourgeoisement). Au niveau régional, on observe que le capital abandonne de plus en plus les anciennes régions de production pour s'installer dans de nouvelles, comme dans le cas de la « troisième Italie », du *Sunbelt* américain, des nouvelles régions de croissance de haute technologie en Europe occidentale ou des complexes électroniques en pleine expansion d'Asie du Sud-Est. C'est là ce qui accroît la concurrence internationale, interrégionale et interurbaine, en créant des situations de grande instabilité. Des régions nouvelles animées d'une croissance spectaculaire peuvent maintenant devenir du jour au lendemain de véritables déserts économiques, cela de la même manière que des régions qui ont connu la prospérité beaucoup plus tôt.

Notons tout de suite qu'un terrain exceptionnellement riche s'offre ainsi à des enquêtes empiriques importantes, fécondées par le matérialisme historique. Ces enquêtes peuvent porter sur les bases économiques des communautés locales, sur les nouvelles formes d'organisation industrielle, et sur la grande diversité de phénomènes urbains et régionaux qui s'offre à l'observation dans les domaines de la consommation, de la culture et de la gestion. Il nous faut faire ici deux nouvelles propositions.

D'abord, en s'imposant comme nouvelle méthode d'organisation de la production et du travail, l'accumulation flexible s'est trouvée confrontée à d'innombrables contingences. Le cours de son évolution s'est trouvé profondément affecté par la disponibilité locale de ressources particulières (y compris le capital d'amorce, l'esprit d'entreprise, la force de travail, et aussi les ressources matérielles présentes dans l'environnement physique), par les schémas préexistants de développement urbain et régional, par les cultures et traditions locales (comme celles des anciens systèmes de production artisanale), etc. L'un des points cruciaux de notre analyse cependant consistera à démontrer que ces contingences se trouvent à la fois absorbées et recomposées par la progression d'un régime d'accumulation flexible. Nous devons montrer, en bref, comment des contingences particulières qui, à première vue, ne sont que des phénomènes externes et arbitraires, se transforment en éléments internes structurés de la logique sociale globale du capitalisme. Ce qui signifie que nous rejetons l'idée d'une opposition absolue entre théorie et contingence du point de vue du matérialisme historique.

En second lieu, nous sommes amenés à nous intéresser plus particulièrement au rôle de l'espace pour comprendre les processus d'accumulation flexible. Il y a un siècle ou deux, l'espace était surtout une espèce de mur, une enveloppe dense et apparemment impénétrable entourant l'action humaine dans les processus quotidiens de reproduction de la société civile. Les forces de production capitalistes évoluant, ce mur a été pratiquement détruit par une maîtrise croissante de l'espace produisant ainsi la contraction espace-temps signalée plus haut. C'est ce qui a pu faire dire à certains que l'espace perdait de sa signification dans l'appréhension des mécanismes capitalistes. Selon nous, c'est l'inverse qui est vrai. Le problème de l'espace et non pas supprimé, mais au contraire accru par la disparition des barrières spatiales. Le contrôle de l'espace devient le vecteur de multiples et subtiles différenciations. Loin d'être uniforme et homogène, l'espace devient de plus en plus varié et hétérogène, sa texture de plus en plus fine, son utilisation de plus en plus complexe. Le contrôle différentiel de l'espace, avec toutes ses nuances, devient une question centrale de la dynamique de la lutte des classes. Dans le régime actuel d'accumulation flexible, cette complexité soulève des interrogations nouvelles.

Mais pour pouvoir confronter le rôle changeant de l'espace et la signification de ses contingences internes, il nous faut avoir à notre disposition les outils théoriques les mieux affûtés. S'il est vrai qu'il y a eu trop de théorie dans les années 70, nous nous trouvons maintenant à l'extrême opposé. Il faut donc réveiller le désir de s'occuper sérieusement des grands problèmes théoriques posés par l'évolution capitaliste. C'est seulement ainsi que nous pourrions commencer à comprendre les changements profonds qui affectent à présent l'économie spatiale du capitalisme. C'est seulement ainsi que nous pourrions reconstruire un programme cohérent de critique et d'action politiques appliqué à la société capitaliste dans sa phase néo-conservatrice actuelle.

Pour finir, un point essentiel. On sait toujours pas pourquoi l'accumulation fordiste s'est dégradée pour laisser la place à l'accumulation flexible. Nous ne comprenons pas encore la logique de cette apparente mutation, ou des lutes qui ont conduit à celle-là, plutôt qu'à une évolution différente dans la trajectoire historique et géographique du capitalisme. La crise du fordisme était bien sûr tangible, mais on ne s'explique toujours pas complètement la prolifération rapide et apparemment simultanée de beaucoup des éléments de l'accumulation flexible dans le monde. Le curieux parallélisme de ces déplacements de la production vers des régions comme la «troisième Italie», la Flandre, le *Sumbelt*, etc., la prolifération soudaine de nouvelles habitudes mondiales de consommation (comme celles des loisirs de masse) et le glissement quasi universel vers des politiques néo-conservatrices et des pratiques culturelles post-modernes, sont le signe d'un énorme changement dans la logique de la géographie historique capitaliste. Les recherches minutieuses menées par des géographes sont susceptibles de contribuer largement à la compréhension globale de ces changements. Dans la mesure par exemple où le régime fordiste s'est trouvé en bute à de graves difficultés de contrôle de la main-d'œuvre, il se peut bien que l'existence et la disponibilité de réserves de main-d'œuvre extrêmement variées aient joué un rôle essentiel en augmentant la mobilité géographique et la flexibilité du capital productif. Ce n'est là bien sûr qu'une hypothèse mais sa plausibilité même indique assez l'importance de l'espace et de la géographie dans l'évolution vers l'accumulation flexible. La capacité des géographes à relever le défi et à participer ainsi à l'élaboration d'une politique de résistance, de changement social et d'émancipation suppose cependant l'acceptation par tous d'un objectif visant à comprendre les origines et les impacts d'une évolution encore inachevée vers l'accumulation flexible. Cela suppose un projet intellectuel qui prenne pour objet minimal l'élaboration d'une théorie holistique rigoureusement formulée de l'évolution actuelle du capitalisme.

NOTE

La version originale en langue anglaise de ce texte doit paraître dans W. Macmillan, éd. (1988) *Remodelling Geography*. Oxford, Basil Blackwell. Avec la permission des auteurs, la Direction des *Cahiers* en a confié la traduction à Madame Michèle Théry. La Direction de la revue tient à remercier Madame Théry pour sa collaboration et son excellent travail.